

## POLITIK



PHOTO : WIKIMEDIA

Le « sursaut citoyen » de janvier...

LA FRANCE APRÈS CHARLIE

# Éternel recommencement

David Angel

**Six mois après les attentats qui ont ébranlé la France, que reste-t-il de l'« esprit Charlie » ? La France a-t-elle changé ?**

Quand, le 11 janvier, des millions de personnes descendaient dans la rue pour commémorer les morts des attentats à Charlie Hebdo et du supermarché kasher, on pouvait ressentir, à côté de la tristesse et de la rage face à la violence meurtrière, un certain espoir auprès des gens. Les plus optimistes se disaient que le « sursaut citoyen » auquel ils assistaient pourrait peut-être faire changer des choses. Six mois après, qu'en reste-t-il ?

Une étude du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) dessine une image peu rassurante de l'ambiance en France peu après les attentats... Le Cevipof avait réalisé son traditionnel « baromètre de la confiance politique » en décembre 2014, soit peu avant les attentats. Au lendemain des attentats, le même échantillon de personnes a été réinterrogé.

Premier constat : Le 7 janvier s'est répercuté par un regain de confiance envers les institutions politiques. À commencer par l'institution présidentielle - la confiance en elle a progressé dans un premier temps de 11 pour cent à 40 pour cent, ce qui reste néanmoins peu. Les appels à l'unité et au « sursaut républicain » sem-

blent avoir porté des fruits : 82 pour cent des interrogés se disaient « fiers d'être français », contre 72 pour cent avant les attentats.

## Repli sur soi

Mais la peur du terrorisme semble aussi s'être traduit par un besoin de sécurité et d'autorité. Ainsi, la moitié des interrogés s'exprimaient en faveur du rétablissement de la peine de mort. Et si 91 pour cent se disaient favorables au système politique démocratique, 51 pour cent auraient voulu voir à la tête de la France « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ».

Y a-t-il pour autant eu ce fameux « repli sur soi » ? Les sondages du Cevipof semblent indiquer que oui : la moitié des sondés a approuvé l'idée que « la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui ». 69 pour cent des interrogés estiment qu'il y a « trop d'immigration en France ». Si le chiffre a avancé de « seulement » deux pour cent entre les deux sondages, il a bel et bien progressé de 20 pour cent en cinq ans. Plus de la moitié - 57 pour cent - estiment que l'islam représente un danger pour la France.

Les islamophobes et autres racistes ont l'impression d'avoir le vent en poupe depuis janvier. Ainsi, au premier semestre 2015, 274 actes et

menaces antimusulmans auraient été recensés. Une hausse de 281 pour cent par rapport à la même période l'année passée. En même temps, les actes antisémites ont, eux aussi, fait un bond inquiétant de 161 pour cent : 508 actes et menaces antisémites auraient été recensés au premier semestre. En réaction à la hausse des actes d'ordre raciste ou antisémite, une augmentation des fonds destinés à la lutte contre ces phénomènes a été annoncée par le gouvernement.

Des groupuscules d'extrême droite, comme « Génération Identitaire », profitent du climat de méfiance qui règne et multiplient les actions à la marge de la légalité, en occupant les parvis de mosquées ou en organisant des rondes « anti-raclées » dans les métros des grandes villes. Le FN a lui aussi essayé d'en tirer bénéfice - avec un résultat plutôt maigre jusque-là. Le feuilleton entre Marine Le Pen et son père Jean-Marie a quelque peu freiné la première pour le moment. Le fait que, lors des manifestations de janvier, elle se soit retournée contre l'« unité nationale » ne lui a pas forcément conféré plus de crédibilité aux yeux de l'électorat qu'elle désire convaincre.

Et le gouvernement Valls dans tout ça ? Un des gros projets de loi introduits à la suite des attentats de janvier était la « loi sur le renseignement ». Votée à l'Assemblée le

24 juin, cette loi prévoit de conférer plus de moyens et plus de droits aux services de renseignements. Ainsi, elle prévoit l'installation de « boîtes noires » chez les opérateurs de télécommunication, visant à détecter des comportements « suspects » sur Internet à travers des algorithmes secrets, mais élargit aussi les possibilités légales pour les écoutes téléphoniques et les logiciels espions.

## Mobilisation exceptionnelle

Le plan « Vigipirate », dispositif permanent de « lutte contre le terrorisme » qui se traduit, entre autres, par une forte mobilisation des forces de l'ordre et de l'armée, est au niveau « alerte attentat » en région parisienne et au niveau « alerte renforcée » dans le reste de la France depuis janvier. Plus de 10.000 militaires sont mobilisés depuis pour protéger lieux touristiques, culturels, religieux ou politiques - plus qu'il y a de soldats français déployés à l'étranger. En plus des 120 sites déjà compris dans la « couverture classique », 592 autres bénéficient d'une protection accrue. En tout, près de 20.000 policiers et militaires protègent rien que les lieux de culte.

L'« attentat » du 26 juin, lorsqu'un homme a décapité son patron et fait exploser des bonbonnes de gaz sur le site d'une usine en Isère, n'a fait que



PHOTO : WIKIMEDIA

... plus qu'une ombre de soi-même ?

renforcer le sentiment d'insécurité qui semble régner depuis janvier. Depuis, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a confié au « Figaro » que les forces de l'ordre « déjouent des attentats toutes les semaines ». La semaine passée, un attentat contre des sites militaires aurait été évité de justesse.

### Rhétorique guerrière

François Hollande et son Premier ministre Manuel Valls ont sans doute su tirer un certain profit de leurs réactions respectives aux attentats. Hollande se plaît dans sa posture d'homme d'État, décidé à protéger la France des menaces extérieures et faisant usage d'une rhétorique ouvertement guerrière. Cela suffira-t-il pour pouvoir espérer remporter les élections de 2017 ? Pas forcément.

Sa chance, c'est qu'en face, il n'y a pas grand monde. Sarkozy, dont le retour sur le devant de la scène politique a été accompagné de nombreux couacs, ne semble, pour le moment, même pas forcément être en position de remporter les primaires à droite. Pourtant, Hollande doit espérer qu'il les remporte, ces primaires : L'alternative serait une candidature d'Alain Juppé, maire de Bordeaux. Juppé, qui se veut conciliant et beaucoup moins agressif en termes de rhétorique que Sarkozy, pourrait attirer

bon nombre d'électeurs de gauche déçus.

Une candidature de Nicolas Sarkozy aux présidentielles par contre pourrait résulter dans un désastre : il est mis en cause dans plusieurs affaires susceptibles de lui éclater dans la troncne avant l'échéance de 2017. Un effondrement du candidat de la droite soi-disant « modérée » risquerait d'ouvrir la voie au Front national.

Que reste-t-il donc du « sursaut républicain » de janvier, des grandes manifestations, des déclarations défendant la liberté d'expression et la démocratie ? Pas plus que d'habitude, serait-on amené à dire. Comme après l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle en 2002, ou après l'embrassement des banlieues en 2005, on est vite repassé à la normalité.

Mais en dehors d'une mobilisation exceptionnelle des forces de l'ordre, d'un durcissement de l'arsenal législatif répressif et d'une rhétorique de plus en plus guerrière, rien n'a changé. L'unité nationale, proclamée au lendemain des attentats par François Hollande, s'est vite fissurée. Entre-temps, elle a cédé la place aux jeux politiques habituels.

Un sentiment de désespoir semble avoir pris la place de l'euphorie de l'après-Charlie immédiat. Peu à peu, on se rend compte que les attentats n'ont pas permis à la France de chan-

ger de cap. Les problèmes de tous les jours - chômage, précarité, racisme - ont à nouveau pris le dessus. Si, dans les jours qui suivaient les événements de janvier, Manuel Valls avait déclaré vouloir s'en prendre à l'« apartheid social, ethnique et territorial » qui divisait la France, jusque-là les actes n'ont pas suivi.

### Chasse aux sorcières

La défense de la liberté d'expression, dont les grandes manifestations de janvier s'en voulaient l'expression, s'est peu à peu mue en une chasse aux sorcières. Quiconque osait - ou ose - remettre en question la vague de solidarité avec Charlie pour quelles raisons que ce soit, était pris pour cible. Ainsi, il a pu arriver que des écoliers se retrouvent au commissariat pour ne pas avoir voulu participer à des minutes de silence ou pour avoir critiqué ouvertement le journal satirique.

Et Charlie Hebdo dans tout ça ? Le 21 juillet, Charlie Hebdo a fêté l'obtention du statut « entreprise solidaire de presse ». Un statut qui impose de réinvestir au moins 70 pour cent des bénéfices annuels dans l'entreprise et assure aux collaborateurs - et à eux seuls - le droit de détenir des parts. C'est une loi du 17 avril, déposée dans les semaines suivant les attentats de janvier, destinée à assurer la pluralité

té de la presse et à soutenir les petits journaux, qui a rendu possible ce statut.

Même si, financièrement, le journal ne s'en sort pas trop mal, on est loin des 3 millions d'exemplaires vendus en janvier : 210.000 personnes sont actuellement abonnées, 100.000 l'achètent en moyenne dans les kiosques. La rédaction de Charlie devrait bientôt quitter les locaux du quotidien « Libération », où elle avait trouvé refuge après l'attentat. Un nouveau bâtiment, fortement sécurisé, accueillera alors les survivants du 7 janvier.

Il n'y a pas que ça : Il y a quelques jours, plusieurs grands médias rapportaient que le directeur de la publication, Riss, avait annoncé que le journal satirique n'allait plus publier de caricatures du prophète. Dans une interview avec le magazine allemand « Stern », il aurait déclaré : « Nous avons dessiné Mahomet, pour défendre le principe que l'on peut dessiner ce qu'on veut. C'est un peu étrange : on attend de nous d'exercer une liberté d'expression que plus personne n'ose exercer. Nous avons fait notre boulot. Nous avons défendu le droit à la caricature. Maintenant, d'autres vont prendre le relais. » Mercredi soir, Riss a démenti l'information selon laquelle Charlie Hebdo n'allait plus publier de caricatures du prophète.